



Privatiser pour sauver la Grèce ?



En dépit d'un premier plan de sauvetage et d'une vague de mesures d'austérité, la dette grecque, de l'ordre de 150 % du produit intérieur brut (PIB), continue de croître et reste insolvable. Après avoir diminué ses dépenses pour un montant de l'ordre de 7 % du PIB, le gouvernement grec se voit contraint, en échange d'un nouveau plan d'aide international, d'accélérer les réformes pour rendre son économie plus compétitive et améliorer sa situation budgétaire. Parmi les mesures phare proposées figure un vaste programme de privatisation couvrant des entreprises et des infrastructures publiques. Hippodromes, ports, aéroports, chemins de fer, compagnies des eaux, entreprise de télécommunications et banque postale seront bientôt à vendre. A l'horizon de 2015, Athènes espère ainsi récolter 50 milliards d'euros, soit l'équi-

FMI. En échange de prêts que personne d'autre ne veut faire, le FMI demande un assainissement des finances publiques. Cela veut dire très concrètement augmenter les recettes et diminuer les dépenses, rapidement. La privatisation des entreprises publiques s'inscrit dans cette logique.

Ainsi, entre 1980 et 1996, les pays en voie de développement ont diminué leur part d'actif public de moitié (de 16 % à 8 % du PIB en moyenne). Les pays riches n'ont pas été en reste avec des privatisations qui, après avoir débuté en Grande-Bretagne, se sont poursuivies dans la plupart des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la France y compris.

En devenant privée, l'entreprise se focalise sur sa rentabilité. Elle échappe aux obligations d'aménagement du territoire, aux pressions pour mettre en œuvre des politiques de patronage et d'emploi. La privatisation s'accompagne en général d'une diminution des coûts, obtenue au prix d'une réduction, parfois très importante, de la masse salariale. Il n'est donc pas surprenant que les syndicats grecs fassent front contre ces réformes.

Mais une fois privatisée, une entreprise ne peut plus compter sur les contribuables pour éponger ses déficits.

Pour les usagers, les privatisations s'accompagnent souvent d'une augmentation des prix, parfois en amont de la réforme, ainsi que de politiques de sélection de la clientèle. Les sociétés privées se concentrent en effet sur les segments rentables du service, au détriment des zones les plus dépeuplées ou défavorisées.

Dans certains pays, ces mesures ont été si impopulaires qu'elles ont conduit à des changements de majorité... et à des renationalisations. Le gouvernement grec n'est donc pas sûr de survivre aux réformes qui l'attendent. Mais il est certain de tomber s'il ne les fait pas. ■

Chronique de la semaine

Emmanuelle Auriol, Ecole d'économie de Toulouse

valent de 20 % du PIB. La Grèce n'est pas la seule à s'engager dans de tels programmes. Le Portugal a lui aussi annoncé son intention de privatiser ses services publics dans le cadre du plan international de sauvetage de son économie.

Si les privatisations font toujours partie des plans d'ajustement structurels proposés par le Fonds monétaire international (FMI), c'est qu'au-delà de questions idéologiques, elles permettent de restaurer un certain équilibre budgétaire. Quand un Etat est trop endetté au point qu'il en devienne insolvable, il appelle au secours le